CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
L
4-03-1983
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 16 février 1983, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant l'article 70bis sur les sociétés commerciales coordonnées le 30 novembre 1935", a donné le 14 mars 1983 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 16e februari 1983 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van artikel 70bis van de wetten betreffende de handelsvennootschappen gecoördineerd op 30 november 1935", heeft de 14e maart 1983 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I. L'article 70bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, y inséré par la loi du 6 janvier 1958, concerne l'assemblée générale des actionnaires d'une société anonyme lorsqu'elle doit se prononcer sur une modification de l'objet social. Il est rédigé comme suit :

"Si la modification aux statuts porte sur l'objet social, une justification détaillée de la modification proposée doit être exposée par le conseil d'administration dans un rapport annoncé dans l'ordre du jour. A ce rapport est joint un état résumant la situation active et passive de la société, arrêté à une date ne remontant pas à plus de trois mois. Les commissaires et, s'il en existe, les commissaires-reviseurs font rapport distinct sur cet état. Une copie de ces rapports est annexée à la convocation des actionnaires en nom. Elle est également transmise sans délai aux personnes qui ont accompli les formalités requises par les statuts pour être admises à l'assemblée.

Tout actionnaire a le droit d'obtenir gratuitement, sur la production de son titre, quinze jours avant l'assemblée, un exemplaire des rapports.

L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur la modification à l'objet social que si ceux qui assistent à la réunion représentent, d'une part, la moitié du capital social et, d'autre part, s'il en existe, la moitié du nombre total des titres non représentatifs du capital.

Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation sera nécessaire et la nouvelle assemblée délibérera valablement si le quart au moins du capital social et le quart au moins du nombre total des titres non représentatifs du capital sont représentés par les actionnaires présents.

Aucune modification n'est admise que si elle réunit les quatre cinquièmes au moins des voix.

Nonobstant toute disposition contraire des statuts, les titres ne représentant pas le capital exprimé donneront droit à une voix par titre. Ils ne pourront se voir attribuer dans l'ensemble un nombre de voix supérieur à la moitié de celui attribué à l'ensemble des actions ou parts représentatives du capital exprimé, ni être comptés dans le vote pour un nombre de voix supérieur aux deux tiers du nombre des voix émises par les actions ou parts représentatives du capital exprimé. Si les votes soumis à la limitation sont émis en sens différents, la réduction s'opérera proportionnellement; il n'est pas tenu compte des fractions de voix".

II. L'avant-projet de loi tend à modifier l'alinéa 4 afin que la nouvelle assemblée générale puisse valablement se réunir et prendre une décision, sans que des conditions particulières doivent être remplies. En d'autres termes, il s'agit d'établir un parallélisme total avec l'article 70, alinéa 4, des lois coordonnées qui régit la tenue de la nouvelle assemblée générale lorsque cette dernière est invitée à se prononcer sur une modification des statuts relative à un point autre que l'objet social.

Selon l'exposé des motifs, les raisons qui sont invoquées à l'appui du nouveau texte sont de deux ordres. D'une part, "le quorum imposé à la seconde assemblée fait obstacle à ce que les sociétés dont les titres sont largement répandus dans le public puissent mettre en oeuvre les mesures de diversification qui paraissent économiquement opportunes. L'expérience montre en effet qu'en raison de l'absentéisme des actionnaires, nombreuses sont les sociétés importantes qui ne peuvent atteindre le quorum légal". D'autre part, "comme l'article 9, 4°, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales impose aux fondateurs de définir de façon précise l'objet social, il n'est pas permis de choisir un libellé extensif pour rendre ultérieurement inutile toute procédure de modification de l'objet social sous le contrôle de l'assemblée générale. Craignant de ne pouvoir réunir ultérieurement le quorum imposé par l'article 70bis, certains fondateurs ont violé le prescrit de l'article 9, 4°, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales".

III. En supprimant toute condition de quorum lors de la deuxième assemblée générale, l'avant-projet de loi s'écarte du projet de loi modifiant les lois coordonnées sur les sociétés commerciales (doc. Chambre, session 1979-1980, n° 387-1) dont l'article 291 porte que "la deuxième assemblée délibère valablement pour autant que ceux qui assistent à la réunion et ont le droit de prendre part au vote représentent le quart au moins du capital social". Ce projet de loi est toujours à l'examen à la Chambre des Représentants. Il devra, le cas échéant, être adapté à la mesure nouvelle.

IV. L'avant-projet de loi ne modifie en rien les conditions requises pour la tenue de la première assemblée générale à laquelle une modification de l'objet social est proposée.

Selon l'article 70bis, alinéa 3,

> "L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur la modification à l'objet social que si ceux qui assistent à la réunion représentent, d'une part, la moitié du capital social et, d'autre part, s'il en existe, la moitié du nombre total des titres non représentatifs du capital".

V. L'article 70bis, alinéa 4, en projet, est rédigé comme suit :

> "Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation sera nécessaire et la nouvelle assemblée délibérera valablement quels que soient la portion du capital et le nombre des titres non représentatifs du capital représentés".

La modification de l'article 70bis permettra à la nouvelle assemblée de délibérer "valablement quels que soient la portion du capital et le nombre des titres non représentatifs du capital représentés". En d'autres termes, aucune condition de quorum n'est plus exigée.

Cependant, l'article 70bis, alinéa 6, n'est pas modifié. Cette disposition est - rappelons-le - rédigée comme suit :

> "Nonobstant toute disposition contraire des statuts, les titres ne représentant pas le capital exprimé donneront droit à une voix par titre. Ils ne pourront se voir attribuer dans l'ensemble un nombre de voix supérieur à la moitié de celui attribué à l'ensemble des actions ou parts représentatives du capital exprimé, ni être comptés dans le vote pour un nombre de voix supérieur aux deux tiers du nombre des voix émises par les actions ou parts représentatives du capital exprimé. Si les votes soumis à la limitation sont émis en sens différents, la réduction s'opérera proportionnellement; il n'est pas tenu compte des fractions de voix".

Il suit de cette disposition qu'une assemblée générale à laquelle ne participeraient que des titulaires de titres non représentatifs du capital serait dans l'impossibilité de délibérer valablement. Cette hypothèse, peut-être théorique, démontre que le texte de l'avant-projet n'est pas suffisamment précis. Pris à la lettre, il permettrait, en effet, que l'assemblée générale puisse délibérer valablement sans qu'aucune portion du capital n'y soit représentée, ce qui serait en contradiction avec l'alinéa 6 de l'article 70bis.

VI. Selon le délégué du Ministre, l'avant-projet apporte une modification complémentaire à la législation en vigueur. En effet, il ne sera plus indispensable que les titres non représentatifs du capital soient représentés à la seconde assemblée générale. Celle-ci pourra donc valablement délibérer dès lors qu'une portion du capital y sera représentée.

Un nouveau texte est proposé ci-après pour l'article unique.

VII. Dans le texte français de l'intitulé, les mots "des lois" (sur les sociétés commerciales) ont été omis par inadvertance.

TEXTE PROPOSE.

"Article unique.-

Dans l'article 70bis, des lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, inséré par la loi du 6 janvier 1958, l'alinéa 4 est remplacé par l'alinéa suivant :

"Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation sera nécessaire. Pour que la nouvelle assemblée délibère valablement, il suffira qu'une portion quelconque du capital y soit représentée".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. Artikel 70bis van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, ingevoegd bij de wet van 6 januari 1958, heeft betrekking op de algemene vergadering van de aandeelhouders van een naamloze vennootschap wanneer zij zich moet uitspreken over een wijziging van het doel van de vennootschap. Het luidt als volgt :

"Indien de wijziging in de statuten betrekking heeft op het maatschappelijk doel, moet de raad van beheer in een op de agenda aangekondigd verslag een omstandige verantwoording van de voorgestelde wijziging geven. Bij dit verslag wordt een samenvattende staat gevoegd over de actieve en passieve toestand van de vennootschap, welke staat ten hoogste drie maanden terug is afgesloten. De commissarissen en, indien er zijn, de commissarissen-revisoren brengen afzonderlijk verslag uit over deze staat. Een afschrift van deze verslagen wordt gevoegd bij de oproepingsbrief aan de aandeelhouders op naam. Ook wordt het onverwijld toegezonden aan degenen die de statutaire formaliteiten om tot de vergadering te worden toegelaten, hebben vervuld.

Iedere aandeelhouder heeft het recht, op vertoon van zijn titel, vijftien dagen vóór de vergadering, kosteloos een exemplaar van de verslagen te ontvangen.

De algemene vergadering kan alleen dan op geldige wijze over wijziging van het maatschappelijk doel beraadslagen en beslissen, wanneer zij die de vergadering bijwonen, enerzijds, de helft van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen en, anderzijds, indien er zulke zijn, de helft van het totale getal der effecten die het kapitaal niet vertegenwoordigen.

Is deze voorwaarde niet vervuld, dan is een nieuwe bijeenroeping nodig; de nieuwe vergadering beraadslaagt en beslist op geldige wijze indien ten minste het vierde van het maatschappelijk kapitaal en ten minste het vierde van het totale getal der effecten die het kapitaal niet vertegenwoordigen, vertegenwoordigd zijn door de aanwezige aandeelhouders.

Geen wijziging wordt ingewilligd indien zij niet ten minste vier vijfde der stemmen op zich verenigt.

Niettegenstaande elke strijdige bepaling in de statuten, geven de effecten, die het uitgedrukte kapitaal niet vertegenwoordigen, recht op één stem per effect. In het geheel kunnen hun niet meer stemmen worden toegekend dan de helft van het aantal dat toegekend is aan de gezamenlijke aandelen of deelbewijzen die het uitgedrukte kapitaal vertegenwoordigen; bij de stemming kunnen zij voor niet meer worden aangerekend dan twee derde van het aantal stemmen uitgebracht door de aandelen of deelbewijzen die het uitgedrukte kapitaal vertegenwoordigen. Worden de aan de beperking onderworpen stemmen in verschillende richting uitgebracht, dan wordt de vermindering evenredig toegepast; gedeelten van stemmen komen niet in aanmerking".

II. Het voorontwerp van wet beoogt het vierde lid te wijzigen opdat de nieuwe algemene vergadering op geldige wijze kan vergaderen en besluiten, zonder dat bijzondere voorwaarden behoeven te zijn vervuld. Met andere woorden het gaat erom een regeling in te voeren die volkomen gelijklopend is met artikel 70, vierde lid, van de gecoördineerde wetten, hetwelk bepaalt hoe de nieuwe algemene vergadering wordt gehouden wanneer deze zich behoort uit te spreken over een statutenwijziging met betrekking tot een andere aangelegenheid dan het doel van de vennootschap.

Volgens de memorie van toelichting zijn de redenen die tot staving van de nieuwe tekst worden aangevoerd tweeërlei. Enerzijds "(belet) de meerderheid vereist op de tweede vergadering de vennootschappen waarvan de effecten in ruime mate verspreid zijn onder het publiek, de wisselmaatregelen aan te wenden die ekonomisch gezien gewenst lijken. De ervaring toont inderdaad aan dat ten gevolge van het absenteïsme van de aandeelhouders, vele belangrijke vennootschappen het wettelijk vereiste quorum niet kunnen bereiken". Anderzijds is het,

.../...

"daar artikel 9, 4°, van de gecoördineerde wetten betreffende de handelsvennootschappen de oprichters verplicht het maatschappelijk doel nauwkeurig te omschrijven, niet toegestaan een ruime omschrijving te kiezen en aldus elke latere wijziging aan het maatschappelijk doel, onder het toezicht van de algemene vergadering overbodig te maken. Daar zij vreesden de door het artikel 70bis voorgeschreven meerderheid later niet te kunnen bereiken, hebben sommige oprichters het voorschrift van het artikel 9, 4°, van de gecoördineerde wetten betreffende de handelsvennootschappen overtreden".

III. Het voorontwerp van wet stelt geen quorumvereiste meer voor de tweede algemene vergadering en wijkt zodoende af van het ontwerp van wet tot wijziging van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen (Gedr. St. Kamer, zitting 1979-1980, nr.387-1) waarvan artikel 291 bepaalt : "de tweede vergadering besluit rechtsgeldig mits de stemgerechtigde aanwezigen ten minste een vierde van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen". Dit wetsontwerp is nog steeds voor onderzoek bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers. In voorkomend geval zal het aan de nieuwe voorziening aangepast moeten worden.

IV. Het voorontwerp van wet wijzigt in geen enkel opzicht de vereisten voor het houden van de eerste algemene vergadering waaraan een wijziging van het doel van de vennootschap wordt voorgesteld.

Artikel 70bis, derde lid, bepaalt :

.../...

"De algemene vergadering kan alleen dan op geldige wijze over wijziging van het maatschappelijk doel beraadslagen en beslissen, wanneer zij die de vergadering bijwonen, enerzijds, de helft van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen en, anderzijds, indien er zulke zijn, de helft van het totale getal der effecten die het kapitaal niet vertegenwoordigen".

V. Het ontworpen artikel 70bis, vierde lid, is als volgt geredigeerd :

"Is deze voorwaarde niet vervuld, dan is een nieuwe bijeenroeping nodig en de nieuwe vergadering zal op geldige wijze beraadslagen en besluiten, ongeacht het vertegenwoordigde deel van het kapitaal en het aantal vertegenwoordigde effecten die het kapitaal niet vertegenwoordigen".

De wijziging van artikel 70bis zal de nieuwe vergadering in staat stellen om "op geldige wijze" te beraadslagen en te besluiten "ongeacht het vertegenwoordigde deel van het kapitaal en het aantal vertegenwoordigde effecten die het kapitaal niet vertegenwoordigen". Met andere woorden, er wordt niet langer enig quorumvereiste gesteld.

Artikel 70bis, zesde lid, wordt echter niet gewijzigd. Deze bepaling luidt, er zij aan herinnerd, als volgt :

"Niettegenstaande elke strijdige bepaling in de statuten, geven de effecten, die het uitgedrukte kapitaal niet vertegenwoordigen, recht op één stem per effect. In het geheel kunnen hun niet meer stemmen worden toegekend dan de helft van het aantal dat toegekend is aan de gezamenlijke aandelen of deelbewijzen die het uitgedrukte kapitaal vertegenwoordigen; bij de stemming kunnen zij voor niet meer worden aangerekend

dan twee derde van het aantal stemmen uitgebracht door de aandelen of deelbewijzen die het uitgedrukte kapitaal vertegenwoordigen. Worden de aan de beperking onderworpen stemmen in verschillende richting uitgebracht, dan wordt de vermindering evenredig toegepast; gedeelten van stemmen komen niet in aanmerking".

Uit deze bepaling volgt dat een algemene vergadering die slechts zou worden bijgewoond door bezitters van effecten die het kapitaal niet vertegenwoordigen, onmogelijk op geldige wijze zou kunnen beraadslagen en besluiten. Deze veronderstelling, al is zij misschien theoretisch, toont aan dat de tekst van het voorontwerp niet nauwkeurig genoeg is. Letterlijk opgevat zou hij het immers mogelijk maken dat de algemene vergadering op geldige wijze kan beraadslagen en besluiten zonder dat enig deel van het kapitaal er vertegenwoordigd is, hetgeen strijdig zou zijn met het zesde lid van artikel 70bis.

VI. Volgens de gemachtigde van de Minister houdt het voorontwerp nog een wijziging van de geldende wetgeving in. Het zal immers niet langer onmisbaar zijn dat de effecten die het kapitaal niet vertegenwoordigen op de tweede algemene vergadering vertegenwoordigd zijn. Deze zal dus op geldige wijze kunnen beraadslagen en besluiten van het ogenblik af dat een deel van het kapitaal er vertegenwoordigd is.

Hierna wordt voor het enige artikel een nieuwe tekst voorgesteld.

VII. In de Franse tekst van het opschrift zijn als gevolg van een onachtzaamheid de woorden "des lois" (sur les sociétés commerciales) weggevallen.

.../...

VOORGESTELDE TEKST.

"Enig artikel.-

In artikel 70bis van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935, ingevoegd bij de wet van 6 januari 1958, wordt het vierde lid vervangen door het volgende lid :

"Is deze voorwaarde niet vervuld, dan is een nieuwe bijeenroeping nodig. Opdat de nieuwe vergadering op geldige wijze kan beraadslagen en besluiten, is het voldoende dat enig deel van het kapitaal er vertegenwoordigd is".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,

L. MATRAY, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. M. HANOTIAU, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. HANOTIAU, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.